

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE

A/33/253
22 septembre 1978
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-troisième session
Point 29 de l'ordre du jour

COOPERATION ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
ET L'ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	1 - 4	2
II. CONSULTATIONS ET ECHANGE DE RENSEIGNEMENTS	5 - 10	3
III. COOPERATION EN CE QUI CONCERNE LA SITUATION EN AFRIQUE AUSTRALE	11 - 59	4
IV. COOPERATION DANS LE DOMAINE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL	60 - 110	13
V. COOPERATION DANS LE DOMAINE DE L'INFORMATION ET DE LA PUBLICITE	111 - 117	21

I. INTRODUCTION

1. Le 11 novembre 1977, l'Assemblée générale a adopté la résolution 32/19 relative à la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Dans cette résolution l'Assemblée a, entre autres, noté avec satisfaction "les efforts soutenus déployés par l'Organisation de l'unité africaine et les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies en vue de contribuer à la solution des graves problèmes sociaux et économiques qui affectent le continent africain". Au paragraphe 5 de la résolution, l'Assemblée a réaffirmé "la détermination de l'Organisation des Nations Unies, agissant en coopération avec l'Organisation de l'unité africaine, d'intensifier ses efforts pour mettre fin aux derniers vestiges du colonialisme et de la discrimination raciale et à l'apartheid en Afrique australe".

2. Au paragraphe 7 de la résolution, le Secrétaire général a été prié de continuer à prendre les mesures nécessaires pour renforcer la coopération sur les plans politique, économique, culturel et administratif entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, notamment en ce qui concerne l'octroi d'une assistance aux victimes du colonialisme et de l'apartheid en Afrique australe. Au paragraphe 12, l'Assemblée générale a en outre prié le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa trente-troisième session, un rapport sur l'application de la résolution et sur le développement de la coopération entre l'OUA et les organismes des Nations Unies intéressés.

3. Le présent rapport fait suite à cette demande. Il s'inspire des contributions reçues des services de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et d'autres organismes des Nations Unies et a trait aux mesures prises depuis l'établissement du dernier rapport du Secrétaire général sur ce sujet (A/32/207).

4. D'autres rapports présentés à l'Assemblée générale au titre de points de l'ordre du jour liés à cette question contiennent des renseignements détaillés sur les mesures prises par le Secrétaire général et par les organismes intéressés pour donner suite aux résolutions pertinentes. Il convient, en particulier, de mentionner à cet égard le rapport du Secrétaire général (A/33/109 et Add.1 à 3), présenté conformément à la résolution 32/36 du 28 novembre 1977, concernant l'application, par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies, de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux /résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1960/.

/...

II. CONSULTATIONS ET ECHANGE DE RENSEIGNEMENTS

5. Le Président de l'OUA pour l'année 1977-1978, S. Exc. Omar Bongo, président du Gabon, s'est rendu au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 14 octobre 1977. Il a prononcé une allocution devant l'Assemblée Générale (voir A/32/PV.34, p. 11 à 51) et s'est entretenu avec le Secrétaire général de questions d'intérêt commun pour les deux organisations. Dans l'allocution qu'il a prononcée à l'Assemblée, le Président Bongo a évoqué les principaux problèmes politiques et économiques qui se posent à l'Afrique. Il a notamment souligné la nécessité de trouver d'urgence des solutions à la situation qui règne en Afrique australe et au problème de l'apartheid qui attise une tension dangereuse dans l'une des zones stratégiques les plus importantes du globe. Il a insisté sur la nécessité d'instaurer la paix en Afrique et déclaré que la paix seule préserverait l'Afrique des ingérences étrangères et garantirait son indépendance.

6. M. William Eteki Mboumoua, Secrétaire général administratif de l'OUA, s'est rendu le 11 octobre 1977 au Siège de l'Organisation des Nations Unies, où il a eu des entretiens avec le Secrétaire général sur des questions d'intérêt commun pour les deux organisations.

7. Le Secrétaire général a été invité à prendre la parole devant la quinzième Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, qui s'est réunie le 18 juillet 1978 à Khartoum. Pendant sa visite à Khartoum, le Secrétaire général a eu des entretiens avec le président Bongo, président sortant de l'OUA, et avec son nouveau président, S. Exc. Gaafar Mohamed Nimeiri, président du Soudan. Il a également rencontré de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement africains ainsi que des dirigeants des divers mouvements de libération.

8. Dans l'allocution qu'il a prononcée à la Conférence au sommet de l'OUA, le Secrétaire général a insisté sur l'importance de la contribution de l'OUA à la réalisation des objectifs que s'est fixés l'Organisation des Nations Unies. Il a exprimé sa satisfaction devant les progrès accomplis au cours des derniers mois en vue d'apporter une solution au problème de longue date de la Namibie et il a fait l'éloge de tous ceux qui avaient contribué à cette tâche. Se référant à la Rhodésie du Sud, il a dit qu'il était déçu qu'il n'ait pas encore été possible d'obtenir que les principales parties intéressées acceptent de participer à une table ronde. Il a abordé d'autres questions africaines et a passé en revue quelques-uns des principaux problèmes économiques et politiques qui se posent tant à l'Afrique qu'à la communauté mondiale. Le Secrétaire général a souligné la nécessité de continuer à s'efforcer de trouver des solutions urgentes et équitables à ces problèmes, et il a exprimé l'espoir que les mesures prises en vue d'éliminer les dangers qui menacent la paix et la sécurité internationales aboutiraient.

9. Sur l'invitation de l'OUA, le Secrétaire général a désigné un représentant pour assister, à titre d'observateur, à la trente et unième session ordinaire du Conseil des ministres de l'OUA qui s'est tenue à Khartoum du 7 au 15 juillet 1978.

10. Comme par le passé, le travail accompli par les bureaux exécutifs de l'OUA à New York et à Genève a considérablement accru la coopération entre les deux organisations pour les affaires courantes. Les deux secrétaires exécutifs ont facilement accès aux divers départements des organismes des Nations Unies, ce qui continue à simplifier les consultations sur les questions d'intérêt commun.

/...

III. COOPERATION EN CE QUI CONCERNE LA SITUATION EN AFRIQUE AUSTRALE

A. Division des droits de l'homme

11. L'OUA a participé, en qualité d'observateur, à la trente-quatrième session de la Commission des droits de l'homme, qui s'est tenue à Genève du 6 au 10 mars 1978. Ses représentants ont fait des déclarations sur divers points de l'ordre du jour, y compris les violations des droits de l'homme en Afrique australe (rapport du Groupe spécial d'experts) et les conséquences néfastes pour la jouissance des droits de l'homme, de l'assistance politique, militaire, économique et autre accordée aux régimes racistes et colonialistes d'Afrique australe.

12. La Division a tenu l'OUA régulièrement informée du mandat du Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe. L'OUA aide le Groupe dans ses activités, notamment en contribuant à faire connaître ses travaux, en maintenant des contacts avec les mouvements de libération et en donnant le nom de témoins qui seraient prêts à fournir des renseignements utiles sur l'évolution de la situation en Afrique australe. Afin de préparer la mission du Groupe en Afrique au cours de l'été 1978, l'OUA a coordonné les contacts appropriés avec les mouvements de libération africains 1/. Des arrangements ont également été pris pour que les membres de la mission puissent avoir des consultations régulières avec les représentants de l'OUA dans les pays africains visités.

13. L'ONU a organisé un Colloque sur l'exploitation des Noirs en Afrique du Sud et en Namibie et sur les conditions dans les prisons africaines à Maseru (Lesotho) du 17 au 22 juillet 1978. Le Secrétaire exécutif de l'OUA a été invité à participer à ses délibérations. Le Comité de coordination de l'OUA pour la libération de l'Afrique a contribué à faire en sorte que les mouvements de libération africains soient représentés à ce colloque.

14. L'OUA a été invitée à participer à deux autres réunions, la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (14-25 août 1978) et le Séminaire sur les institutions nationales et locales pour la promotion et la protection des droits de l'homme.

15. La Division des droits de l'homme a poursuivi ses consultations avec de hauts fonctionnaires de l'OUA concernant la préparation d'études et de rapports au sujet des droits de l'homme et, en particulier, du droit des peuples coloniaux à l'auto-détermination et à l'indépendance.

B. Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité

16. Le Comité spécial contre l'apartheid est resté en rapport étroit avec l'OUA, qui est représentée au sein du Comité par un observateur. Le Président du Comité spécial a participé à une réunion du Comité de coordination de l'OUA pour la libération de l'Afrique, du 13 au 18 février 1978, et à une réunion du Conseil des ministres de l'OUA du 23 au 28 février 1978, qui ont eu lieu, l'une et l'autre, à Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne). Il a également pris part à la trente et unième

1/ Sauf indication contraire, les mouvements de libération mentionnés dans le présent rapport sont ceux reconnus par l'OUA.

session du Conseil des Ministres et à la quinzième Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement qui se sont tenues à Khartoum.

17. Le Secrétaire général de l'OUA a envoyé un message à une réunion organisée par le Comité spécial contre l'apartheid, à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale et du lancement de l'Année internationale pour la lutte contre l'apartheid, le 21 mars 1978. Le Secrétaire exécutif de l'OUA a participé à cette réunion et fait une déclaration.

18. Le Secrétaire exécutif de l'OUA a également participé, le 4 avril 1978, à une séance du Comité spécial consacrée à l'évaluation de ses travaux depuis sa création, il y a 15 ans, et à l'examen de son programme de travail ultérieur. Des représentants de l'OUA ont participé à plusieurs autres réunions du Comité spécial et fait des déclarations.

19. A l'occasion de la Journée de la libération de l'Afrique, le 25 mai 1978, le Président du Comité spécial a publié une déclaration réaffirmant l'engagement du Comité, en étroite coopération avec l'OUA, à redoubler d'efforts pour la libération de l'Afrique du Sud.

20. En octobre 1977 et en mars 1978, des représentants de l'African National Congress of South Africa et du Pan-Africanist Congress of Azania ont été invités par le Comité spécial pour des consultations. Des crédits ont été ouverts pour couvrir leurs frais de voyage et de subsistance.

21. Trois représentants de syndicats d'Afrique du Sud, de Namibie et du Zimbabwe ont assisté à la soixante-quatrième session de la Conférence internationale du Travail et à la réunion du Groupe de travailleurs consacrée à la question de l'apartheid, du 15 au 17 juin 1978, à Genève. Des crédits ont été ouverts par l'Organisation des Nations Unies pour couvrir les frais de voyage et de subsistance de ces représentants.

22. Au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, le centre contre l'apartheid est resté étroitement en contact avec l'OUA, notamment pour ce qui est de la publicité contre l'apartheid et de l'aide aux peuples opprimés d'Afrique du Sud et à leurs mouvements de libération.

23. Le Secrétaire général a continué, en coopération avec les comités intéressés, d'encourager l'apport de contributions plus importantes aux trois programmes d'assistance de l'Organisation des Nations Unies aux populations d'Afrique australe, à savoir : le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud, le Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe et le Fonds des Nations Unies pour la Namibie. En 1977, les contributions à ces programmes se sont élevées à 3 625 032 dollars.

24. Le Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe a lui aussi continué à coopérer étroitement avec l'OUA, en particulier avec le Bureau de l'OUA pour le placement et l'éducation des réfugiés africains. Un représentant de l'OUA assiste en tant qu'observateur aux séances du Comité consultatif du Programme.

/...

C. Département des affaires politiques, de la tutelle et de la décolonisation

25. Le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et le Conseil des Nations Unies pour la Namibie ont continué à entretenir au cours de la période considérée, d'étroites relations de travail avec l'OUA. Le Comité spécial et le Conseil pour la Namibie ont bénéficié l'un et l'autre de l'entière coopération du Secrétaire exécutif de l'OUA auprès de l'Organisation des Nations Unies, qui a participé activement aux travaux des deux organes et de leurs organes subsidiaires.

26. Le Comité spécial et le Conseil des Nations Unies pour la Namibie ont été tous deux représentés à la réunion du Comité de coordination de l'OUA pour la libération de l'Afrique, qui s'est tenue à Tripoli en janvier 1978. Ces deux organes ont également été représentés aux trentième et trente et unième sessions ordinaires du Conseil des ministres qui ont eu lieu à Tripoli en janvier 1978 et à Khartoum en juillet 1978, respectivement, ainsi qu'à la quinzième Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernements de l'OUA, qui s'est également tenue à Khartoum en juillet 1978.

D. Commission économique pour l'Afrique

27. A la demande du secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), l'OUA est maintenant chargée de présenter la candidature à des bourses d'études d'Africains originaires des territoires coloniaux qui ne peuvent bénéficier de cet appui de la part de leurs pays respectifs en raison de considérations politiques.

28. Par l'intermédiaire de son Centre africain de formation et de recherche pour la promotion de la femme, la CEA lance actuellement des programmes à l'intention des femmes d'Afrique australe, avec la coopération de l'OUA. Il s'agit notamment a) de bourses de formation à l'intention des femmes d'Afrique australe et b) de programmes de formation pour les femmes des mouvements de libération d'Afrique australe.

E. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

29. L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), agissant en consultation avec l'OUA et la South West African People's Organization (SWAPO), a établi un programme d'assistance technique à la Namibie en matière de développement industriel. A cet effet, une série d'entretiens ont été organisés à Genève, Dar es-Salam et Lusaka, afin de permettre des échanges de vues avec des représentants de l'OUA et de la SWAPO ainsi qu'avec ceux des institutions et des organismes intéressés du système des Nations Unies. Le schéma du programme envisagé a été approuvé par le Conseil du développement industriel à sa douzième session en mai 1978.

F. Fonds des Nations Unies pour l'enfance

30. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE) et l'OUA sont restés en relation par l'intermédiaire de leurs représentants à Addis Abeba et à Dar es-Salam.

/...

En outre, dans les pays qui, comme la Zambie, l'Angola, le Mozambique et la Tanzanie, ont accueilli des mouvements de libération, les représentants du FISE collaborent avec les représentants de l'OUA pour mettre au point, de concert avec les représentants de certains mouvements de libération divers programmes d'assistance.

31. L'assistance humanitaire aux enfants et aux mères se trouvant dans des camps de réfugiés se poursuit, de même que la formation d'enseignants et de personnel sanitaire et d'aide sociale continue. Le coût de cette assistance s'est élevé en 1977 à 753 500 dollars. L'arrivée de nombreux réfugiés a amené le Conseil d'administration du FISE à approuver en 1978 de nouveaux engagements se montant à 640 000 dollars pour 1978 et à 400 000 dollars pour 1979.

G. Programme des Nations Unies pour le développement

32. En novembre et décembre 1977, le Directeur régional pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) s'est rendu dans plusieurs pays d'Afrique australe et a eu des entretiens avec les dirigeants des mouvements de libération intéressés ainsi qu'avec le Secrétaire exécutif du Comité de libération de l'OUA, sur les moyens d'accroître l'assistance du PNUD aux mouvements de libération africains. Certains des projets élaborés à la suite de missions entreprises par l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour aider la Namibie et la Rhodésie du Sud par l'intermédiaire des mouvements de libération ont été soumis au PNUD pour financement.

33. Plusieurs organismes du système des Nations Unies ayant prêté plus d'attention aux problèmes de l'assistance aux mouvements nationaux de libération, en 1977, il est devenu particulièrement important de coordonner l'assistance financée par les différents organismes de financement. Après s'être entretenu avec les mouvements de libération et avec le Secrétaire exécutif du Comité de libération de l'OUA et après avoir eu des consultations avec les organismes des Nations Unies concernés, le Directeur régional du PNUD pour l'Afrique a recommandé à tous les intéressés de tenir, chaque quinzaine, une réunion interinstitutions dans chacun des pays ayant accueilli des mouvements de libération afin de vérifier l'état d'avancement tant au stade de la planification qu'à celui de l'exécution des programmes d'assistance aux mouvements de libération. Les procès-verbaux de ces réunions, qui ont démarré en janvier 1978, sont adressés au siège de l'OUA ainsi qu'aux autres bureaux extérieurs du PNUD qui participent à l'assistance aux mouvements de libération.

34. Conformément à la résolution 3153 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 1976 concernant le Programme d'édification de la nation namibienne, un rapport proposant un programme d'assistance détaillé à la Namibie dans le cadre du système des Nations Unies a été établi sous l'égide du Conseil pour la Namibie. Ce rapport a été approuvé par le Conseil en mars 1978, étant entendu qu'une "réunion technique de planification" se tiendrait chaque année en vue d'améliorer les stratégies et les propositions de projets énoncés dans ce rapport.

/...

H. Programme alimentaire mondial

35. L'OUA a été régulièrement invitée à participer aux réunions de l'organe directeur du Programme alimentaire mondial, le Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire.

36. Au cours de la période considérée, le Programme alimentaire mondial a fourni une assistance aux personnes déplacées d'Afrique australe sous forme de projets d'aide aux mouvements de libération pour un montant total dépassant 5,8 millions de dollars. Cette assistance a été fournie par l'intermédiaire de la SWAPO en Zambie et du Patriotic Front of Zimbabwe en Zambie et au Mozambique.

I. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

37. Un représentant du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a assisté aux trentièmes sessions du Conseil des ministres de l'OUA et du Comité de coordination de l'OUA pour la libération de l'Afrique qui se sont tenues à Tripoli en février 1978. De son côté l'OUA était représentée à la vingt-septième session du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire par son Secrétaire général, qui a pris la parole lors de la séance inaugurale.

38. Comme suite aux résolutions adoptées dans ce domaine par l'Assemblée générale, le HCR a renforcé ses relations avec les mouvements de libération africains reconnus par l'OUA. A la demande de deux des mouvements de libération africains, l'African National Congress, et le Pan Africanist Congress of Azania, le HCR a aidé des réfugiés étudiants, qui avaient quitté leur pays lors des événements de Soweto ou à la suite de ceux-ci, à se rendre dans des pays tiers pour pouvoir y poursuivre leurs études. Le HCR a aidé le Patriotic Front à construire en Zambie une école qui doit accueillir 3 000 élèves zimbabwéens. A la demande du Patriotic Front (PF/ZANU) le HCR a assuré le transport de 50 tonnes de médicaments et de vêtements de Dar es-Salam à Beira (Mozambique). Il a par ailleurs pris en charge les frais de transport de secours d'urgence donnés par divers pays au PF/ZANU. Le Patriotic Front of Zimbabwe, l'African National Congress of South Africa et le Pan Africanist Congress of Azania ont été représentés à la vingt-huitième session du Comité exécutif du Programme du Haut Commissariat, tenue à Genève en octobre 1977. En outre, le HCR a établi un programme de formation de membres des mouvements de libération africains pour les familiariser avec les activités humanitaires du Haut Commissariat.

39. Le HCR a également aidé les réfugiés namibiens en Angola en leur fournissant des médicaments, du matériel de construction, des services de santé et des vêtements. A la suite de l'attaque du camp de réfugiés de Cassinga (Angola), en mai 1978, le HCR a envoyé à Luanda des secours d'urgence destinés à ces réfugiés, à savoir des tentes, des vêtements et des médicaments.

J. Organisation internationale du Travail

40. La coopération entre l'Organisation internationale du Travail (OIT) et l'OUA s'est traduite notamment par une assistance aux mouvements de libération africains. Grâce à des projets de l'OIT financés par le PNUD, une centaine de réfugiés appartenant aux mouvements de libération de la Namibie et du Zimbabwe pourront suivre des cours de formation professionnelle.

/...

41. Pendant la période sur laquelle porte le présent rapport, l'OUA a participé à un certain nombre de séminaires de l'OIT, y compris le cours d'éducation ouvrière organisé à l'intention des mouvements de libération d'Afrique australe (Lusaka, 13-17 mars 1978). Elle a été représentée à des réunions du Conseil d'administration de l'OIT, à la soixante-quatrième session de la Conférence internationale du Travail (Genève, 7-28 juin 1978), ainsi qu'à la cinquième Conférence régionale africaine, qui s'est tenue à Abidjan du 27 septembre au 6 octobre 1977.

42. Cette conférence a adopté des résolutions sur l'apartheid, sur l'assistance de l'OIT aux organisations d'employeurs en Afrique et sur l'application de la Déclaration de principes et du Programme d'action de la Conférence mondiale de l'emploi par les gouvernements africains. Dans la première de ces résolutions, la Conférence a reconnu la nécessité urgente de prendre, à l'échelon mondial, des mesures économiques et autres pour mettre fin à l'apartheid.

K. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

43. La FAO est restée en coopération étroite avec l'OUA et avec les mouvements de libération d'Afrique australe pour formuler des projets d'assistance qui portaient notamment, en 1978, sur un programme de formation spécial en matière d'enseignement agricole, de planification de l'occupation et de mise en valeur des sols destiné à des Zimbabwéens désignés par le Patriotic Front of Zimbabwe et organisé par l'Université d'East Anglia (Royaume-Uni). Ce projet, conçu pour avoir un effet multiplicateur, doit faciliter l'organisation, ultérieurement, de programmes de formation par le Patriotic Front lui-même.

44. La FAO a fourni aussi une assistance à l'Institut des Nations Unies pour la Namibie pour l'aider à identifier et à rassembler toutes les données pertinentes sur l'agriculture en Namibie. Elle a également fait un effort particulier, en coopération étroite avec le Conseil des Nations Unies pour la Namibie et l'OUA, pour contribuer au Programme d'édification de la nation namibienne. Dans une première étape, la FAO a élaboré une étude intitulée "Namibie : Perspectives de développement futur", puis, à la demande du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, elle a dressé un inventaire exhaustif des projets d'assistance envisagés pour la Namibie avant son accession à l'indépendance et tout de suite après.

45. Pour mieux évaluer les besoins des mouvements de libération, la FAO a envoyé en Afrique, en octobre-novembre 1977, une mission chargée de consulter le Comité de coordination de l'OUA pour la libération de l'Afrique et les mouvements de libération eux-mêmes. Un certain nombre de projets ont été définis concernant, en particulier, l'assistance à la production alimentaire d'urgence destinée aux réfugiés à la charge des mouvements de libération, ainsi que des projets de formation de niveau moyen qui seront dirigés par les mouvements eux-mêmes.

46. Après consultation avec l'OUA et conformément à la résolution 13/73 de la Conférence de la FAO, les mouvements de libération africains suivants ont été invités à assister à la dix-neuvième session de la Conférence de la FAO (Rome, 12 novembre-1er décembre 1977) : African National Congress of South Africa,

/...

Pan Africanist Congress of Azania, South West Africa People's Organization (SWAPO) et Patriotic Front of Zimbabwe. Les représentants de ces quatre mouvements de libération ont assisté à la Conférence aux frais de la FAO. A la même session, la FAO a été également la première institution spécialisée à donner à la Namibie le statut de membre à part entière.

L. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

47. La coopération entre l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et l'OUA s'est essentiellement manifestée sous la forme d'une assistance aux quatre mouvements de libération africains et d'une représentation mutuelle aux réunions présentant un intérêt commun pour les deux organisations.

M. Organisation mondiale de la santé

48. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a continué à coopérer avec l'OUA pour aider les mouvements de libération nationale à satisfaire les besoins des populations concernées dans le domaine de la santé publique. Les trentième et trente et unième Assemblées mondiales de la santé ont étudié l'assistance apportée par l'Organisation aux Etats d'Afrique nouvellement indépendants et sur le point d'accéder à l'indépendance, ainsi qu'aux mouvements de libération nationale.

49. Dans ses résolutions WHA 30.24, adoptée en mai 1977, et WHA 31.52, adoptée en mai 1978, l'Assemblée mondiale de la santé a prié le Directeur général de poursuivre et d'intensifier l'assistance sanitaire accordée à ces mouvements de libération et de leur apporter tout l'appui nécessaire dans le secteur santé, y compris une coopération technique pour la formation et la recherche, ainsi qu'un soutien pour la lutte contre les maladies transmissibles et l'obtention des fournitures médicales nécessaires au traitement des populations en cause. La trente et unième Assemblée mondiale de la santé a également invité le Directeur général "à faire tout ce qui est en son pouvoir pour obtenir des appuis gouvernementaux et non gouvernementaux pour ce programme d'action". Elle a lancé un appel à tous les Etats Membres pour qu'ils versent des contributions volontaires à ce programme.

50. Le Centre multinational de formation pour les mouvements de libération, situé à Morogoro (République-Unie de Tanzanie) et dont l'OMS est l'agent d'exécution, a été agrandi en novembre 1977 afin d'augmenter sa capacité de formation. En janvier 1978, un consultant de l'OMS, spécialiste de l'enseignement médical, a été envoyé pour trois mois afin de mettre au point le programme d'enseignement et le matériel pédagogique rendus nécessaires par l'agrandissement du Centre. Le Centre a déjà formé un groupe de 25 assistants médicaux, six groupes de 30 auxiliaires médicaux chacun et un groupe de 20 techniciens auxiliaires.

51. L'OMS est également l'agent d'exécution d'un projet d'assistance sanitaire à la South West Africa People's Organization (SWAPO), lancé en 1976 en vue de fournir des soins médicaux et une assistance sanitaire aux populations aidées par la SWAPO et d'assurer la formation de son personnel sanitaire. Le projet a été révisé de manière à fournir une assistance au Centre national de santé namibien en Angola.

/...

52. L'OMS a procuré au Patriotic Front of Zimbabwe des produits pharmaceutiques et du matériel médical. Elle a également demandé à plusieurs Etats Membres une aide pour faire face aux besoins médicaux pressants du Patriotic Front en Zambie.

N. Programme des Nations Unies pour l'environnement

53. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) coopère avec l'OUA à la lutte de libération de l'Afrique australe en s'occupant des questions relatives à l'environnement dans les activités préparatoires prévues avant et après l'accession de la Namibie à l'indépendance.

O. Union postale universelle

54. Par l'intermédiaire de l'OUA, l'Union postale universelle (UPU) a offert aux mouvements de libération nationale en Afrique australe une assistance en matière de formation dans les écoles et instituts multinationaux ou nationaux de l'Afrique de l'Est. L'attention du Secrétaire exécutif du Comité de coordination de l'OUA pour la libération de l'Afrique a été attirée sur les bourses offertes dans ce domaine.

P. Union internationale des télécommunications

55. L'Union internationale des télécommunications (UIT) aide actuellement la SWAPO à former des Namibiens dans diverses disciplines touchant aux télécommunications. De janvier 1977 à la fin de juin 1978, 64 Namibiens ont suivi 16 stages de formation au Posts and Telecommunications Corporation Staff Training College (Collège de formation du personnel de la Compagnie des postes et des télécommunications) de Ndola (Zambie). Leur formation achevée, les stagiaires sont engagés par l'administration zambienne en vue d'acquérir de l'expérience dans leur domaine de compétence.

56. Outre le projet susmentionné, l'UIT a récemment proposé que les mouvements de libération africains présentent, par l'intermédiaire de l'OUA, la candidature d'un petit nombre de diplômés d'écoles secondaires pour des bourses d'études universitaires de longue durée dans le domaine des télécommunications et de la gestion. Quant aux candidats ayant fait des études au niveau primaire ou moyen, des dispositions pourraient être prises en vue de les placer dans l'un des centres de formation en matière de télécommunications parrainés par l'UIT.

Q. Organisation intergouvernementale consultative
de la navigation maritime

57. Conformément aux appels lancés par l'Assemblée générale des Nations Unies, l'Assemblée de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (OMCI) a modifié comme il convient son règlement pour permettre à des observateurs des mouvements de libération nationale de participer à ses travaux. L'OMCI collabore également avec l'OUA en ce qui concerne la fourniture d'une assistance à la Namibie. Dans ce domaine, l'OMCI a déjà eu des contacts positifs et utiles avec le Conseil des Nations Unies pour la Namibie.

/...

R. Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

58. A l'occasion de sa visite à Genève en octobre 1977, le Secrétaire général de l'OUA a rencontré le Directeur général de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et examiné avec lui le programme de coopération entre leurs deux organismes. A la suite de cet examen, des membres du Bureau international de l'OMPI se sont entretenus avec le secrétariat administratif de l'OUA à Addis-Abeba, en février 1978, sur la question de l'octroi du statut d'observateur aux mouvements de libération nationale et sur les projets d'assistance envisagés, y compris dans le domaine de l'information, en faveur des peuples des territoires coloniaux et de leurs mouvements de libération nationale, ainsi que sur l'organisation d'un séminaire sur la propriété intellectuelle destiné aux Etats Membres de l'OUA nouvellement indépendants.

59. Les consultations entre l'OUA et l'OMPI en février 1978 ont porté notamment sur l'assistance aux peuples de Namibie et du Zimbabwe et à leurs mouvements de libération nationale. Le Directeur général de l'OMPI examinera et transmettra, le cas échéant, aux organes directeurs de l'OMPI intéressés toutes les demandes dans ce domaine.

/...

IV. COOPERATION DANS LE DOMAINE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

A. Service juridique

60. Dans le cadre des activités de coopération avec le Service juridique, l'OUA a été priée de présenter ses observations au sujet de projets d'articles ou d'études établis par les organes des Nations Unies dont le service est assuré par le Service juridique. Ainsi, en 1977, l'OUA a été invitée à présenter des observations sur les projets d'articles relatifs à la clause de la nation la plus favorisée adoptés en première lecture en 1977 par la Commission du droit international.

61. En outre, en 1978, l'OUA a été invitée à présenter ses observations sur la question intitulée "Réexamen du processus d'établissement des traités multilatéraux" en vue d'assister le Secrétaire général dans la préparation du rapport sur cette question que lui avait demandé l'Assemblée générale.

B. Commission économique pour l'Afrique

62. La coopération entre la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et l'OUA s'est poursuivie et s'est intensifiée au cours de l'année passée. Elle a été mise en relief en particulier lors de la dernière réunion au sommet de l'OUA à Khartoum, où la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement a adopté à l'unanimité deux résolutions concernant respectivement la Décennie des transports et des communications en Afrique et le vingt et unième anniversaire de la CEA.

63. Le secrétariat de la CEA continue de collaborer étroitement avec l'OUA pour ce qui est des programmes de coopération technique entre pays africains.

64. La CEA et l'OUA ont décidé d'organiser et de patronner conjointement les troisième et quatrième réunions du Comité des progrès de l'industrialisation en Afrique ainsi que la quatrième Conférence des ministres africains de l'industrie qui ont eu lieu à Kaduna en novembre 1977.

65. Dans le domaine de la science et de la technique, la CEA et l'OUA ont organisé conjointement des réunions sur le Centre africain régional pour le transfert, l'adaptation et le développement de la technologie qui ont eu lieu à Arusha (République-Unie de Tanzanie).

66. En collaboration avec l'OUA et la CNUCED, la CEA a organisé une réunion régionale sur le fonds commun. Cette réunion a eu lieu à Arusha (République-Unie de Tanzanie) du 6 au 8 octobre 1977. Elle avait pour objectif essentiel de mettre au point et d'adopter une position africaine en ce qui concerne le projet de fonds commun avant les réunions du Groupe des 77 et de la Conférence de négociation globale sur le Fonds commun.

67. Enfin, la CEA et l'OUA ont assuré conjointement les services de la réunion du Groupe africain qui s'est tenue parallèlement à la neuvième session extraordinaire du Conseil du commerce et du développement consacrée aux problèmes de la dette.

/...

C. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

68. Des contacts entre la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et l'OUA se sont multipliés au cours de l'année passée dans le cadre des activités visant à promouvoir l'intégration économique régionale. Un grand nombre de projets d'assistance technique de la CNUCED en Afrique sont orientés dans ce sens, concordant ainsi avec les objectifs de l'OUA dans des domaines tels que le transport multimodal, les transports maritimes et les ports et l'assistance au titre de l'infrastructure institutionnelle nécessaire pour les associations de coopération sous-régionales.

69. La CNUCED a été représentée à plusieurs réunions de l'OUA durant la période considérée. Son Secrétaire général adjoint a assisté au Conseil des ministres des affaires étrangères de l'OUA qui s'est réuni à Tripoli du 20 au 28 février 1978 et le Secrétaire général et plusieurs fonctionnaires de haut rang avaient accepté l'invitation à participer aux réunions de la trente et unième session ordinaire du Conseil des ministres et de la quinzième Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA qui se sont tenues à Khartoum.

70. En outre, la CNUCED et l'OUA ont collaboré dans les domaines du transfert des techniques, des produits de base, des finances et du développement. La CNUCED a participé activement aux préparatifs et aux réunions concernant la création du Centre africain régional pour le transfert, l'adaptation et le développement de la technologie, dont l'acte constitutif a été élaboré au cours d'une de ces réunions, tenue à Kaduna (Nigéria) du 10 au 15 novembre 1977.

71. Le secrétariat de la CNUCED est resté en contact étroit avec le Bureau de l'OUA à Genève auquel il a fourni des renseignements statistiques et autre documentation afin que soit efficacement donné suite aux dispositions de la résolution 165 (S-IX) du Conseil du commerce et du développement en ce qui concerne les Etats membres de l'OUA.

D. Programme des Nations Unies pour l'environnement

72. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement a développé certains domaines de coopération avec l'OUA. Ceux-ci concernent essentiellement la formation dans le domaine de l'environnement, la promotion de l'exécution du plan de lutte contre la désertification (en particulier grâce aux activités du Bureau interafricain pour les ressources animales), la mise en oeuvre du projet transnational relatif à la gestion du cheptel et l'aménagement des parcours dans le cadre de la lutte contre la désertification dans les régions soudano-sahéliennes ainsi que la gestion des nappes aquifères dans la région du nord-est et le projet de ceinture verte au sud et au nord du Sahara.

73. Le Conseil des ministres de l'OUA et l'Assemblée des chefs d'Etat africains qui se sont tenus à Khartoum du 7 au 21 juillet ont adopté des résolutions qui ouvrent la voie à une coopération plus poussée, résolutions ayant trait notamment à l'utilisation et à la gestion des ressources naturelles et à la réalisation des objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement au moyen de programmes concrets dans la région. Agissant en coopération avec la CEA et l'OUA, le PNUE s'emploie à promouvoir le développement, le transfert et l'adaptation de techniques appropriées en vue de réaliser les objectifs du développement écologique.

/...

74. En outre, la Convention de l'OUA sur la protection de la nature et des ressources naturelles a contribué, grâce aux activités du bureau régional des ressources naturelles, de l'OUA, à promouvoir les programmes concernant les écosystèmes et les ressources naturelles. Les liens de coopération entre le bureau se sont resserrés entre l'OUA et l'équipe consultative régionale du PNUE pour l'Afrique. En outre, le PNUE collabore avec l'OUA à propos des questions techniques et scientifiques de caractère général, ainsi que pour promouvoir une législation concernant l'environnement et des arrangements institutionnels dans les Etats membres de l'OUA.

E. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

75. Le Secrétaire exécutif de la Commission scientifique, technique et de la recherche de l'OUA a été reçu par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) en juin 1978, à l'occasion de la signature d'un mémorandum d'accord en matière de coopération entre la Commission et l'ONUDI.

76. En outre, l'ONUDI a participé et a suivi de près les travaux du Comité des progrès de l'industrialisation en Afrique. La réunion de la quatrième Conférence des ministres africains de l'industrie qui s'est tenue à Kaduna (Nigéria) en novembre 1977 a été organisée conjointement par l'ONUDI, la CEA et l'OUA.

77. L'ONUDI était également représentée à la trentième session ordinaire du Conseil des ministres de l'OUA à Tripoli (Libye). L'un des principaux sujets de cette réunion était le rapport de la quatrième Conférence des ministres africains de l'industrie, dans lequel il est notamment recommandé au Directeur exécutif de l'ONUDI de participer activement à la promotion du développement industriel en Afrique.

78. Outre les réunions du Comité des progrès de l'industrialisation en Afrique, l'ONUDI, en coopération avec la CEA et l'OUA, parraine le Colloque sur l'élaboration d'une stratégie industrielle à long terme pour l'Afrique, qui se tiendra en 1979.

F. Programme des Nations Unies pour le développement

79. On a continué de s'employer à donner suite à l'accord de coopération conclu entre l'OUA et le PNUD en 1975. Il a été convenu d'accorder la priorité aux mesures visant à renforcer la capacité opérationnelle du secrétariat de l'OUA. A cet égard, un montant annuel de 50 000 dollars a été alloué au secrétariat de l'OUA dans le cadre du programme régional du PNUD pour l'Afrique. On s'est efforcé tout d'abord d'améliorer les services de conférence. A cette fin, une bourse de formation (services de conférence) a été octroyée. Le projet en cours d'exécution bénéficiant d'une assistance du PNUD concerne un programme de formation dans les domaines de la rédaction des comptes rendus analytiques et des méthodes de contrôle.

80. Un organe subsidiaire de la Commission africaine de l'aviation civile (CAAFAC) a adopté un rapport de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) sur le personnel et les besoins de formation dans le domaine de l'aviation civile

/...

dans 40 pays africains intitulé "Plan général visant à répondre aux besoins de formation dans le domaine de l'aviation civile", qui avait été financé par le PNUD. A la quatorzième Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA (Libreville, 1977) l'OUA et la Commission africaine de l'aviation civile ont décidé d'organiser, avec la participation du PNUD et de l'OACI, une conférence de formation dans le domaine de l'aviation civile en vue d'obtenir de l'extérieur les fonds nécessaires à la création d'un réseau de centres nationaux et multinationaux de formation. Cette Conférence à laquelle ont assisté la plupart des gouvernements africains et des principaux donateurs a eu lieu du 31 mai au 2 juin 1978.

G. Organisation internationale du Travail

81. L'OIT qui avait été invitée à participer aux réunions organisées sous les auspices de l'OUA était représentée par son Directeur exécutif, notamment au Conseil des ministres de l'OUA et à la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement, au troisième séminaire des correspondants nationaux du Bureau pour le placement et l'éducation des réfugiés africains, qui s'est tenu à Addis Abeba du 13 au 16 septembre 1977 et à la troisième session ordinaire de la Commission du travail de l'OUA qui s'est tenue à Tunis du 18 au 21 avril 1978. Elle a également participé au séminaire régional bilingue OUA/OIT sur la population, l'emploi et la planification du développement en Afrique (Nairobi, novembre 1977).

82. L'OIT et l'OUA ont organisé conjointement des séminaires sur la gestion de la main-d'oeuvre, la sécurité sociale et la protection sociale. Les centres régionaux de la gestion de la main-d'oeuvre pour les pays francophones et anglophones ont reçu l'appui de l'OUA et poursuivront leurs activités grâce à l'assistance que doit leur fournir la Commission du Travail de l'OUA. Il en sera de même pour le programme de développement des emplois et des compétences pour l'Afrique, durant la deuxième phase de cet important projet.

83. Comme suite à la résolution adoptée par la Commission du travail de l'OUA le 1er avril 1977 à Tripoli, on s'est efforcé de renforcer la coopération entre l'OIT et l'OUA dans les activités en matière de population et de protection de la famille. Plusieurs réunions consultatives communes entre le secrétariat de l'OUA et le Bureau régional de l'OIT pour l'Afrique ont été organisées; à l'issue de ces réunions, il a notamment été conclu un accord concernant l'organisation d'un séminaire commun OUA/OIT sur la population, la planification de l'emploi et le développement en Afrique qui a eu lieu à Nairobi du 7 au 12 novembre 1977.

84. A sa troisième session ordinaire, tenue à Tunis du 18 au 21 avril 1978, la Commission du Travail de l'OUA a adopté des résolutions concernant l'OIT, l'Institut international d'études sociales et le Centre de Turin. Dans sa résolution relative aux activités de l'OIT en Afrique, l'OUA a prié son Secrétaire général administratif et le Directeur régional du BIT pour l'Afrique de poursuivre leurs activités de coopération en organisant un plus grand nombre de séminaires et autres réunions à l'intention des pays africains indépendants et des dirigeants des mouvements de libération.

/...

H. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

85. La coopération entre la FAO et l'OUA dans le domaine du développement a fait en avril 1978 à Rome l'objet d'entretiens avec le Secrétaire général adjoint de l'OUA chargé des questions se rapportant à l'éducation, à la science et à la santé. Des représentants des deux organisations ont par ailleurs étudié cette question en 1977 et 1978 au siège de l'OUA et au Bureau régional de la FAO à Accra.

86. Le Directeur général de la FAO était présent à la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays de l'OUA qui s'est tenue à Khartoum en juillet 1978. De même, la FAO a pris part l'an dernier à un grand nombre de réunions techniques organisées par l'OUA, au cours desquelles elle a présenté des communications.

87. La FAO et l'OUA ont pu continuer à travailler en étroite liaison par l'intermédiaire du secrétariat de la Commission régionale mixte FAO/OIS/OUA de l'alimentation et de la nutrition en Afrique. Celui-ci a participé en 1977 et au début de 1978 à des missions envoyées auprès de pays africains qui avaient demandé à être conseillés sur des questions relatives à l'alimentation et à la nutrition. Il a poursuivi la publication du bulletin relatif à l'alimentation et à la nutrition en Afrique et fait paraître des documents sur des sujets se rattachant à l'amélioration du mode de nutrition dans les pays africains.

88. La FAO coopère par ailleurs avec certains organes techniques de l'OUA pour enrayer et faire disparaître définitivement certaines maladies des plantes et des animaux : les maladies causées et transmises par la tique, la pleuropneumonie des bovins, etc., afin de lutter contre la trypanosomiase.

I. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

89. L'UNESCO a continué d'aider l'OUA à organiser ses services de conférence. C'est ainsi qu'ont été accordées à des fonctionnaires de l'OUA des bourses leur permettant de suivre des cours de recyclage au siège de l'UNESCO.

90. Le Directeur général de l'UNESCO a participé à la Conférence au sommet de l'OUA, qui s'est tenue à Khartoum du 18 au 21 juillet 1978.

J. Organisation mondiale de la santé

91. L'OIS a continué à travailler en liaison avec l'OUA dans le cadre d'opérations d'aide et de secours aux pays se trouvant en situation d'urgence. Elle a pris part à la réunion du Comité spécial chargé des problèmes dus à la sécheresse ou aux catastrophes nationales, qui a été organisée par l'OUA en juin 1977.

92. L'OIS et l'OUA ont également collaboré dans le cadre des activités de la Commission régionale mixte FAO/OIS/OUA de l'alimentation et de la nutrition en Afrique ainsi que dans la sphère d'action régionale de l'OIS en Afrique.

93. La Banque africaine de développement, la CEA, l'OUA, l'ONUDI et l'OIS envisagent conjointement à l'heure actuelle la possibilité de créer une industrie pharmaceutique en Afrique, à l'échelon régional ou sous-régional, et d'exercer un contrôle sur la qualité des médicaments, en particulier dans le domaine de la médecine traditionnelle.

/...

94. L'OUA et l'OMS ont aussi collaboré dans le domaine de l'action préventive et curative contre les maladies, à l'occasion de réunions et conférences, traitant notamment de la lutte contre la trypanosomiase, la schistosomiase, les zoonoses et la goître endémique, et des services vétérinaires publics.

95. L'OMS et l'OUA travaillent également de concert dans le domaine de la coopération technique entre pays africains en développement. C'est ainsi que l'OUA a assisté en avril 1978, à la réunion du Comité permanent de l'OMS. A cette occasion, on a examiné sous quels angles il convenait d'aborder en priorité les problèmes, en vue d'atteindre l'objectif social visé : la santé pour tous d'ici à l'an 2000.

96. Afin de renforcer les liens de coopération qui se sont noués entre les deux organisations, le Directeur régional de l'OMS pour l'Afrique s'est personnellement rendu au siège de l'OUA à la fin de 1977.

K. Banque mondiale

97. La réunion annuelle de la Banque mondiale a permis d'intensifier les contacts avec l'OUA. Les échanges de vue entre les deux organisations ont notamment été à l'origine d'une expansion des opérations de la Banque en Afrique. Le montant total des prêts consentis à des pays de l'Afrique de l'Est, par exemple, s'est élevé à 570 millions de dollars pendant l'exercice qui s'est terminé le 30 juin 1978. Ce total était de 500 millions de dollars pour l'Afrique de l'Ouest. Du fait de l'augmentation du volume des prêts, et de la place de plus en plus importante accordée au secteur agricole, en particulier à l'aide aux petits agriculteurs, la Banque mondiale a davantage l'occasion de coopérer avec les institutions internationales, régionales et nationales. Le grand nombre d'opérations de cofinancement réalisées avec de multiples institutions l'an dernier en Afrique en est la preuve.

L. Fonds monétaire international

98. Depuis des années, le Fonds monétaire international (FMI) entretient des relations régulières avec l'OUA. Celle-ci a maintenant qualité d'observateur officiel aux réunions annuelles du Conseil des gouverneurs du FMI, auxquelles elle envoie toujours un représentant. La liaison est également assurée au niveau des secrétariats, à l'occasion notamment des consultations interinstitutions avec l'OUA, qui sont organisées chaque année sous les auspices du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

II. Union postale universelle

99. L'OUA ayant adopté la résolution CM/Res.586 (XXIX), relative à la création d'une Union postale africaine, en a fait communiquer le texte par son secrétariat à l'UPU, en priant cette dernière de contribuer à l'application des dispositions adoptées. Le Directeur général du Bureau international de l'UPU a donné suite à cette demande, en réunissant en novembre 1977 des représentants de l'UPU, des unions postales africaines restreintes, de l'OUA et de la CEA. Sur la base des travaux de cette réunion et après d'autres consultations, il a adressé au Secrétaire général de l'OUA un mémoire dans lequel il exposait certaines suggestions quant à la structure et au fonctionnement de l'Union postale africaine.

100. L'OUA est en outre régulièrement invitée à toutes les réunions des organes de l'UPU (Congrès postal universel, Conseil exécutif et Conseil consultatif des études postales).

N. Union internationale des télécommunications

101. L'UIT a continué à travailler de concert avec l'OUA à la création d'un réseau panafricain de télécommunications. Elle prête son concours, avec l'appui financier du PNUD, en vue de la mise en service du réseau et en établissant des rapports périodiques sur l'état d'avancement des travaux, qui sont présentés au Conseil des ministres et à la Conférence des chefs d'Etat de l'OUA par l'intermédiaire du Comité de coordination.

102. Les conseillers régionaux de l'UIT en Afrique sont chargés d'aider l'OUA et ses Etats membres, à Addis Abeba même ou ailleurs, à déterminer les secteurs des télécommunications où l'aide extérieure est requise si l'on veut pousser plus loin le progrès social et économique sur le continent.

O. Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime

103. Les contacts entre l'OMCI et l'OUA ont été fréquents et féconds, en particulier dans le domaine de l'assistance aux pays qui viennent d'accéder à l'indépendance et aux pays et peuples coloniaux.

104. Par ailleurs, la collaboration entre l'OMCI et l'OUA s'est traduite par des consultations sur les dispositions pratiques qui pourraient être prises pour assurer la formation de réfugiés africains aux métiers de la marine. Les points à l'étude ont été discutés en étroite liaison avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

P. Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce

105. L'un des principaux secteurs où s'exerce la coopération entre l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et l'OUA, est encore maintenant celui des négociations commerciales multilatérales de Genève, qui sont entrées dans leur dernière phase, la plus active. Un certain nombre de pays membres de l'OUA participent à ces négociations et tirent pleinement parti des services que le groupe d'assistance spéciale du secrétariat du GATT met dans ce contexte à la disposition des pays en développement.

106. De nombreux stagiaires venus des pays de l'OUA suivent les cours de politique commerciale organisés par le GATT, qui est également disposé à prendre en considération, pour admission à ces cours, toutes les candidatures présentées par le secrétariat de l'OUA.

/...

Q. Organisation de l'aviation civile internationale

107. Pendant l'année qui vient de s'écouler, l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) a joué un rôle actif lors des préparatifs et pendant le déroulement de la conférence relative à la formation dans le domaine de l'aviation civile en Afrique, qui s'est tenue à Genève du 31 mai au 2 juin 1978, sous les auspices de l'OUA et de la Commission africaine de l'aviation civile (CAFAC). L'objet de cette conférence était de réunir les fonds d'assistance supplémentaires nécessaires pour assurer en Afrique l'extension de la formation et des installations requises à cette fin - notamment grâce à la création de deux grands centres multinationaux où seront formés les pilotes et les mécaniciens - et pour financer le matériel d'aviation qui fait cruellement défaut.

R. Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

108. Le Bureau international de l'OMPI prend actuellement des dispositions en liaison avec les secrétariats de la CEA et de l'OUA, afin d'organiser en 1978 ou au début de 1979 un séminaire sur la propriété intellectuelle, à l'intention des Etats suivants, membres de l'OUA et indépendants depuis peu : Angola, Cap-Vert, Comores, Djibouti, Guinée-Bissau, Mozambique, Sao Tomé-et-Principe et Seychelles. Le Front patriotique du Zimbabwe et la South West Africa People's Organization (SWAPO) de Namibie seraient également invités à assister à ce séminaire.

S. Organisation météorologique mondiale

109. L'accord passé entre l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et l'OUA prévoit que les deux organisations coopéreront étroitement, seront chacune représentée aux réunions organisées par l'autre et se communiqueront des renseignements et des documents.

110. Ainsi l'OMM était représentée à la session du comité spécial chargé des problèmes dus à la sécheresse ou aux catastrophes naturelles, qui a été organisée sous les auspices de l'OUA à Banjul (Gambie) en mars 1978, tandis que l'OUA était représentée au séminaire régional sur l'application de la météorologie et de l'hydrologie aux problèmes dus à la sécheresse dans la zone du Sahel et dans d'autres régions d'Afrique, organisé par l'OMM (Niamey, novembre 1977), ainsi qu'à la septième session de l'Association régionale de l'OMM pour l'Afrique (Nairobi, février 1978) et à la treizième session du Comité exécutif de l'OMM (Genève, mai-juin 1978).

/...

V. COOPERATION DANS LE DOMAINE DE L'INFORMATION ET DE LA PUBLICITE

111. Le Service de l'information a coopéré, l'an dernier comme par le passé, avec l'OUA, en utilisant tous les moyens d'information dont il dispose; presse, publications, films, télévision, radio et centres d'information des Nations Unies.

112. La Division de la presse et des publications a continué à informer sur les activités que l'Organisation des Nations Unies et l'OUA réalisent en coopération, par des communiqués de presse et des périodiques, parmi lesquels l'Annuaire des Nations Unies, la Chronique mensuelle de l'ONU, le bulletin bimensuel Nations Unies et Afrique australe et la revue trimestrielle Objectif : Justice. Elle a aussi rendu intégralement compte de la Conférence mondiale pour l'action contre l'apartheid, organisée par l'ONU avec le concours de l'OUA et du Gouvernement fédéral du Nigéria, qui s'est tenue à Lagos en août 1977. Un certain nombre de communiqués de presse et la Chronique de l'ONU se sont par ailleurs fait l'écho de déclarations sur des questions concernant l'Afrique australe ou sur des problèmes intéressant l'ensemble de l'Afrique, qui émanaient de représentants de l'OUA auprès de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité, du Comité spécial de la décolonisation, du Comité spécial contre l'apartheid et d'autres organes des Nations Unies, ainsi que de déclarations du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et de porte-paroles de l'Organisation.

113. La Division de la radio et des moyens visuels a continué de veiller à ce que l'information concernant la lutte menée par les peuples africains pour s'affranchir du colonialisme, de la discrimination raciale et de l'apartheid soit diffusée le plus largement possible, c'est ainsi qu'elle s'est attachée tout particulièrement à rendre compte des activités entreprises par l'OUA dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et à les faire mieux connaître.

114. Pour cela, on a eu recours à la radio, à la télévision, au cinéma et à la photo, pour appuyer les manifestations suivantes : Année internationale pour la lutte contre l'apartheid, la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, la Semaine de solidarité avec les peuples coloniaux de l'Afrique australe, la Journée internationale de solidarité avec le peuple en lutte de l'Afrique du Sud et la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

115. Comme les années précédentes, la Division des relations extérieures a demandé aux 58 centres et services d'information de faire connaître les activités de l'OUA et de continuer à coopérer avec cette organisation à la réalisation des buts et objectifs qu'elle vise en Afrique. Une documentation concernant les activités de l'ONU qui sont axées sur l'apartheid, la discrimination raciale et la décolonisation, dans le cadre de la collaboration avec l'OUA, a été adressée aux centres d'information, afin qu'ils la distribuent aux représentants des organes d'information, aux établissements éducatifs et aux organisations gouvernementales et non gouvernementales.

/...

116. Le Service de l'information a accordé une large place au compte rendu de missions envoyées par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie dans les Etats de première ligne et dans d'autres Etats africains et, en particulier, aux réunions plénières extraordinaires du Conseil qui se sont tenues à Lusaka du 20 au 25 mars 1978. Le Service avait détaché auprès de chacune des trois missions de consultation du Conseil, y compris lors de la visite à Addis Abeba, un responsable de l'information qui faisait connaître ce que faisaient ces missions par l'intermédiaire des bureaux du Service de l'information et de la presse locale. Les réunions faisaient l'objet de communiqués de presse, publiés sur place en anglais et en français, et également télégraphiés au Siège où ils étaient diffusés. Elles ont également donné matière à des reportages radiodiffusés, télévisés et photographiques.

117. Il a aussi été largement rendu compte de la session extraordinaire de l'Assemblée générale sur la Namibie et de la contribution de l'OUA dans ce contexte.
